



Sous une apparence pseudo sociale, l'extrême droite propose une politique bien marquée à droite, Indiquez votre adresse de courriel pour recevoir notre lettre d'information

Courriel *

pro capitaliste, de division et de haine. La preuve au travers de 10 sujets.

1| Les salaires

L'extrême droite dit soutenir celles et ceux réclamant une augmentation des rémunérations par le biais des salaires et non pas par des primes. Mais toute l'argumentation ne tourne qu'autour de l'intérêt du patronat. Les propositions concernent un allègement des cotisations sociales payées par les employeurs, une défiscalisation des heures supplémentaires... En d'autres termes, une diminution du salaire socialisé, impactant ainsi directement sur le calcul de la retraite, du chômage, de la sécurité sociale...

Pire, quand il s'agit d'augmenter les salaires minimaux, l'extrême droite d'une seule et même voix s'y oppose et vote contre les propositions. Ainsi, l'extrême droite a voté contre l'augmentation du SMIC à 1.500 € ; contre l'indexation des salaires sur l'inflation ; contre l'encadrement des salaires. Depuis 2017 la proposition de hausse du SMIC a bien disparu des propositions affichées par la représentante de l'extrême droite lors des élections afin de charmer le patronat.

2| Les retraites

L'extrême droite mise sur une entrée précoce dans le monde du travail et propose la suppression des comptes pénibilité. La régulation de nos retraites, ce « système déficitaire », se ferait par une relance de la natalité et de la « continuité de la Nation et de la transmission de notre civilisation grâce à notre modèle familial ». Ce discours patriarcal est très en adéquation avec celui des bataillons anti-IVG !

Rappelons également que l'extrême droite a voté contre la revalorisation des petites retraites.

3| Représentation des salarié·es dans l'entreprise

L'extrême droite a une profonde aversion envers les syndicats et les représentant·es des travailleur·euses et propose des amendements pour augmenter le nombre de salarié·es à partir duquel des obligations (représentation du personnel, informations...) sont imposées à l'employeur. Il ne manquerait plus que la main d'œuvre bon marché puisse être représentée et se défendre.

Ainsi les députés RN ont proposé un amendement visant à interdire la présence d'étrangers au sein des Instance Représentative du Personnel (IRP) et pour limiter le droit de vote des travailleurs précaires aux élections professionnelles.

Leur modèle reste le corporatisme historique et ils ne manquent pas une occasion pour critiquer les mouvements de grève et cognent régulièrement sur notre organisation syndicale.

4| Opposition capital - travail

L'extrême droite nie tout rapport de classe et de lutte des classes, affichant le souhait de « réconcilier les intérêts des employeurs et des travailleurs » et caricature le féminisme en "lutte des sexes", il s'agirait donc d'une lutte de femmes contre les hommes. A leurs yeux, les féministes ne s'appuieraient que sur des considérations de « petit bourgeois ».

L'extrême droite confirme par ses votes son soutien aux plus riches et en faveur du capital, Ainsi, l'extrême droite a voté contre le rétablissement de l'impôt sur la fortune (ISF), la taxe sur les superprofits, et la taxe sur les revenus supérieurs à 3 millions d'euros ; contre le blocage des prix de première nécessité et la gratuité des premiers mètres cube d'eau ; contre la gratuité des cantines et des fournitures scolaires pour les plus modestes ; contre la garantie d'autonomie à 1.063 euros.

L'extrême droite a depuis toujours clairement pris le parti du capital et non pas celui des travailleur·euses.

5| Le logement

Social ? Certainement pas ! L'extrême droite veut réduire le nombre de logement sociaux et supprimer le minimum de 25 % de logements sociaux imposés aux communes. Ajouter à cela la « préférence nationale », renommée « priorité nationale » pour l'attribution des logements. Priorité aux citoyen·nes qui peuvent présenter une carte d'identité française, cette « priorité » se ferait donc à contrario des principaux critères d'affectation des logements sociaux comme le niveau de ressources, les familles monoparentales... Les votes des élu·es d'extrême droite à l'Assemblée nationale se sont prononcés contre le gel des prix des loyers et contre l'augmentation des hébergements d'urgence.

6| Les services publics

Sous un affichage de défense des services publics, l'extrême droite privatise et externalise les crèches, les cantines, baisse les dotations aux écoles et oblige plusieurs associations de soutien à la vie citoyenne de fermer les portes faute de subvention.

C'est une véritable casse des services publics qui s'organise dans les programmes d'extrême droite. L'argument est de dire qu'il faut réduire les impôts sans en afficher clairement les conséquences sur le financement, la qualité des services publics, et la redistribution des richesses.

Ainsi, l'extrême droite a voté à l'Assemblée Nationale contre le recrutement des sapeurs-pompiers et contre la revalorisation de leurs salaires.

7| La sécurité sociale

En s'affichant en sauveuse de la sécurité sociale, l'extrême droite ne s'attaque en rien au déficit de la sécurité sociale liées aux exonérations et aux gels des cotisations sociales payées par les employeurs. Au contraire, il est exclu de faire payer les plus riches et les entreprises. La solution proposée serait la mise en place d'une carte vitale biométrique et la suppression de l'aide médicale d'Etat (A.M.E)

8| L'emploi

C'est encore à coup d'allègement de « charges sociales » pour les employeurs que l'extrême droite pense favoriser le recrutement et l'emploi. Il s'agit en l'occurrence d'une politique qui permet aux patrons et aux actionnaires de s'enrichir sans pour autant faire baisser le chômage, bien au contraire. L'extrême droite propose même d'élargir les exonérations fiscales pour « les zones urbaines à dynamiser ».

Aucun soutien en faveur des privé·es d'emploi n'est proposé et ils dénoncent ces derniers comme étant des « fainéant·es » et des « profiteur·euses ». L'extrême droite préconise l'absence de droits au chômage suite à un abandon de poste, suite à un refus de C.D.I après un C.D.D, et une réduction de ces droits pour les étrangers hors union européenne...

9| L'égalité entre les femmes et les hommes

Les chiffres des écarts de salaire entre les femmes et les hommes sont déniés par l'extrême droite qui invite les femmes à choisir des « métiers mieux payés ». Pour l'extrême droite il n'y a pas de système patriarcal.

Pire, la « famille française » - couple hétérosexuel, marié, avec des enfants - est considérée comme la cellule de base de l'ordre social, moral, et national. Dans cette logique, la répartition des fonctions cantonne les femmes à un rôle de mère et d'épouse qui reste au foyer. L'extrême droite soutient les « revenus pour les mères au foyer » or le revenu pour travail domestique assigne les femmes à celui-ci.

L'extrême droite s'est opposée au déblocage d'un milliard d'euros à la lutte contre les violences faites aux femmes.

10| La lutte contre la fraude

Indiquez votre adresse de courriel pour recevoir notre lettre d'information

Tous les maux de notre société viendraient de l'immigration, des citoyen·nes profiteu·euses et fraudeu·euses, tout en omettant délibérément de pointer du doigt les fraudes fiscales des plus riches et des patrons. Le seul but de cette théorie est de diviser les citoyen·nes et les travailleur·euses.

Et point bonus : sur la question des libertés publiques, l'extrême droite révèle sa vraie nature !

Pire qu'un État répressif, l'extrême droite est pour le développement d'un État violent avec un renforcement de la « légitime défense » des forces de l'ordre et l'instauration d'un « permis de tuer », une certaine complaisance pour les groupuscules qui mènent des actions violentes dans les réunions publiques, les manifestations, etc.

Enfin, le RN ne fait pas de propositions chiffrées et détaillées pour le financement de la plupart de ces mesures. Ses propositions relèvent nécessairement de postures ou de l'incantation.

Ne nous y trompons pas, sous un habillage parfois séduisant, souvent démagogique, il se concentre sur des « problématiques » qui n'en sont pas et pose des constats erronés avec des solutions qui n'en sont pas.

Il faut l'affirmer haut et fort : l'extrême droite n'est absolument pas un parti pour faire valoir les revendications des travailleur·euses, des retraité·es, des privé·es d'emploi et elle est en totale opposition avec tout ce que défend la CGT.

L'extrême droite est un danger mortel pour les travailleuses et les travailleurs !

fichiers:



[Télécharger extreme-droite_4pages_pages-2.pdf](#) (3.6 Mo)



[Télécharger extreme-droite_tract_v2_sr_v5.pdf](#) (4.38 Mo)

Public: [Infos / actions](#)

[Fiches Techniques / Argumentaires](#)

- [=A](#)
- [±A](#)
- [Version imprimable](#)
- [version PDF](#)

Leave this field blank
